



Le Monde

EUROPE

UN LIVRE DE JEAN CASTARÈDE

# Le cœur et la raison

par Alain PEYREFITTE  
de l'Académie française

Sous l'évidence de déclarations d'intention, d'années-thèmes que chaque jour nous apporte à propos de l'Europe, l'opinion perd un peu le fil. Quelques ouvrages, heureusement parus à la faveur des élections européennes, remettent le débat en perspective. L'un d'entre eux, qui s'annonce avec un titre pacifique, a tout pour devenir un classique.

Le premier mérite de ce livre, c'est la clarté. En choisissant de parler de l'Europe, en s'aventurant dans un domaine où la complexité et la technicité ne représentent pas les moindres difficultés, l'auteur reconnaît d'ailleurs que la plupart des Européens ne savent pas de quoi il parle ; excellente occasion pour lui d'expliquer, avec un bon sens et une lucidité, l'économie, bien sûr, qui, sous tous ses aspects, industrielle, agricole, monétaire, occupe une bonne moitié du livre. D'autres seraient tombés dans l'obscurité. Jean Castarède y échappe. La chapelle sur l'union monétaire nous fait revivre toutes les vicissitudes du dollar

comme il nous assaillait de dénuement d'un film. Parmi les principaux problèmes envisagés, figurent la politique, la culture et l'éducation, le dialogue, Jean Castarède use de la méthode historique : des chronologies font revivre les grands moments des négociations qui se sont déroulées depuis trente ans. Des tableaux et des graphiques illustrent les principaux développements. Les documents authentiques sont fournis en annexe lorsqu'ils l'imposent. Ainsi, cette fameuse lettre de Maastricht, datée de février 1973, si prophétique sur la crise à venir. Nous voyons présent le nom de l'Europe : un roman à deux dimensions, puisqu'on y suit successivement le trame de l'actualité et la structure des idées. C'est-à-dire la conjonction, expliquée dans son détail. Au terme de cette lecture, la rigueur de la logique européenne se dégage d'elle-même.

## Trois règles

La construction européenne doit répondre à trois règles. L'équilibre, c'est-à-dire la nécessité d'introduire des contre-poids à chaque nouveauté. La progressivité, c'est-à-dire le démarrage souple et prudent (celle du traité de Rome, par exemple, avec ses étapes et son fondement conditionnel). La flexibilité, c'est-à-dire la sensibilité à l'entreprenariat : quand l'Europe ne correspond plus à une nécessité, elle sert d'alibi ou de prétexte.

Mettre l'Allemagne en avant, dit Maastricht, c'est aller au-devant de l'Europe. Et Karl Jaspers d'ajouter : « On sait ce qu'il s'agit : un peuple n'est pas encore arrivé à l'Europe, il faut aller au-devant de lui. » En fait, il ne suffit pas d'apprendre à chausser, il faut savoir où l'on va. Pour l'Europe, on a trop mis l'accent sur le comment et pas assez sur le pourquoi.

Il faut donc l'intéresser aux raisons qui fondent l'Europe. Elles sont multiples. Tout d'abord, c'est une nécessité économique qui nous pousse à nous unir. Qu'on ne se laisse pas porter par un optimisme du complaisance pour faire ressortir les avantages de l'Europe. Les avantages de l'Europe, c'est la France et la France de l'Europe : à elle seule, l'Europe n'est pas viable. L'intérêt politique n'est pas non plus négligeable, malgré les difficultés que nos partenaires approuvent pour adopter une attitude indépendante des superpuissances. Mais il y a aussi, dans l'événement de l'Europe, une nécessité stratégique.

C'est à cet égard, la prise en compte des nouvelles données militaires dans la réalité Est-Ouest, fondées sur les découvertes technologiques récentes, de quoi nous faire réfléchir, tout comme les différents scénarios plus ou moins stressés imaginés par les experts.

Toutefois, la véritable Europe est d'un autre ordre. Il s'agit, bien sûr, d'échapper ce qui a été entrepris. Mais l'Europe du demain devra s'inspirer de des données plus qualitatifs. Face à la double crise dont le développement de 1968 et de 1973 ont été les révélateurs, ont été Europe se dessine, qui serait celle de la liberté, de la solidarité, de la cohésion. La liberté, c'est la redécouverte des valeurs authentiquement humanistes dont l'Europe, en tant qu'elle est européenne, est toujours et sera toujours la gardienne. C'est l'attention portée au difficile de notre époque pour y trouver des réponses raisonnables. La généralité, c'est la main tendue aux autres continents, c'est l'Europe envisagée comme un carrefour entre la détente Est-Ouest et le dialogue Nord-Sud.

Une telle vision n'a rien d'utopique. Que, l'Europe des États participants n'est pas à faire de cadeaux ; mais chacun comprend qu'il a des avantages à tirer de son accord avec les autres. L'Europe, pour qu'elle soit, telle est la question qui, aujourd'hui, mérite d'être posée. On peut reprendre la distinction d'après laquelle on se situe : on est européen ou on n'est pas européen. La construction économique n'est pas une fin en soi. Elle a apporté la prospérité ; la multiplication du commerce international, la coopération au développement ne sont pas des fins en soi. La construction économique suppose une

vision politique commune : quel type de société veut-on édifier ? La méthode du traité de Rome s'est révélée bonne : progressivité, flexibilité, équilibre. Mais il faut aller au-delà, organiser une communauté internationale pour préparer les décisions, organiser l'intergouvernemental pour les prendre ; vision commune et acceptation de sacrifices, pour que cette communauté soit véritablement européenne. Or, cette méthode est parfaitement applicable au domaine de ce qu'il est convenu d'appeler la nouvelle Europe, celle de la qualité de la vie, de la lutte contre le chômage et la violence, du combat pour la démographie, des relations culturelles et sociales.

Tout ce qui monte converge, dit Théodore de Chardin. Attachons-nous à favoriser les convergences. Même ceux qui n'ont jamais été de fervents partisans de l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel doivent admettre, puisqu'il est indéniable, qu'il existe un bon usage de cette élection, à condition de ne pas laisser l'Assemblée déborder de ses compétences européennes.

Pourquoi, tout en restant vigilant, la construction européenne : le prolongement et l'approfondissement de ce qui a été fait jusqu'ici, c'est une union mondiale plus étroite. Mais c'est aussi l'équilibre, la face à la concurrence américaine ou japonaise, si nos exploitations agricoles peuvent accepter que la prise de leurs décisions soit faite à Bruxelles, et pas par ceux, entre industriels, agriculteurs, commerçants, artisans, l'union du monde crée une puissance communautaire d'indépendance. Rien de tel que l'un des piliers de l'économie à la politique ; tout au moins pour ce qui concerne la France.

Il en va autrement en effet, pour nos partenaires européens. Ils ont l'habitude de l'approfondissement, tout à fait légitime, de la coopération. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome.

Une des causes des piteusement de la construction européenne est peut-être l'accent mis trop souvent sur les institutions, trop rarement sur les objectifs. L'Europe, pour qu'elle soit, telle est la question qui, aujourd'hui, mérite d'être posée. On peut reprendre la distinction d'après laquelle on se situe : on est européen ou on n'est pas européen. La construction économique n'est pas une fin en soi. Elle a apporté la prospérité ; la multiplication du commerce international, la coopération au développement ne sont pas des fins en soi. La construction économique suppose une

vision politique commune : quel type de société veut-on édifier ?

La méthode du traité de Rome s'est révélée bonne : progressivité, flexibilité, équilibre. Mais il faut aller au-delà, organiser une communauté internationale pour préparer les décisions, organiser l'intergouvernemental pour les prendre ; vision commune et acceptation de sacrifices, pour que cette communauté soit véritablement européenne. Or, cette méthode est parfaitement applicable au domaine de ce qu'il est convenu d'appeler la nouvelle Europe, celle de la qualité de la vie, de la lutte contre le chômage et la violence, du combat pour la démographie, des relations culturelles et sociales.

Tout ce qui monte converge, dit Théodore de Chardin. Attachons-nous à favoriser les convergences. Même ceux qui n'ont jamais été de fervents partisans de l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel doivent admettre, puisqu'il est indéniable, qu'il existe un bon usage de cette élection, à condition de ne pas laisser l'Assemblée déborder de ses compétences européennes.

Pourquoi, tout en restant vigilant, la construction européenne : le prolongement et l'approfondissement de ce qui a été fait jusqu'ici, c'est une union mondiale plus étroite. Mais c'est aussi l'équilibre, la face à la concurrence américaine ou japonaise, si nos exploitations agricoles peuvent accepter que la prise de leurs décisions soit faite à Bruxelles, et pas par ceux, entre industriels, agriculteurs, commerçants, artisans, l'union du monde crée une puissance communautaire d'indépendance. Rien de tel que l'un des piliers de l'économie à la politique ; tout au moins pour ce qui concerne la France.

Il en va autrement en effet, pour nos partenaires européens. Ils ont l'habitude de l'approfondissement, tout à fait légitime, de la coopération. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome.

Une des causes des piteusement de la construction européenne est peut-être l'accent mis trop souvent sur les institutions, trop rarement sur les objectifs. L'Europe, pour qu'elle soit, telle est la question qui, aujourd'hui, mérite d'être posée. On peut reprendre la distinction d'après laquelle on se situe : on est européen ou on n'est pas européen. La construction économique n'est pas une fin en soi. Elle a apporté la prospérité ; la multiplication du commerce international, la coopération au développement ne sont pas des fins en soi. La construction économique suppose une

## L'Europe de Jean Monnet ou celle du général de Gaulle ?

(Suite de la première page.)

Henri Langlois, c'est bien ainsi que tous nos partenaires européens s'entendent de voir les choses. On vient de voir qu'il n'y a pas de prolongement hors de son domaine, que c'est celui de la production et des échanges. Sans doute, les États européens auraient-ils grand avantage à coordonner leurs actions en matière de politique étrangère, de défense, de recherche scientifique. Mais ce qui pourrait être envisagé à cet égard se situe par ailleurs hors du cadre du traité de Rome. Les mécanismes de ce traité sont, en effet, conçus en vue de faire prévaloir l'intérêt commun et, à cette fin, de faire violence, au besoin, aux intérêts nationaux. Un tel système implique de la part de ceux qui y participent une certaine solidarité profondément ressentie.

## Une fin en soi

Nous voyons au cœur de cet enjeu, notre politique n'est pas fondamentalement changée : la France voudrait bien pratiquer la coopération politique et à condition que ce soit en marge du traité de Rome.

L'histoire que nous venons de lire nous rappelle que la coopération politique n'est pas une fin en soi, mais qu'elle est une condition de la coopération économique. C'est pourquoi, si l'on veut que la coopération politique soit une fin en soi, il faut que la coopération économique soit une fin en soi.

Il en va autrement en effet, pour nos partenaires européens. Ils ont l'habitude de l'approfondissement, tout à fait légitime, de la coopération. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome.

Une des causes des piteusement de la construction européenne est peut-être l'accent mis trop souvent sur les institutions, trop rarement sur les objectifs. L'Europe, pour qu'elle soit, telle est la question qui, aujourd'hui, mérite d'être posée. On peut reprendre la distinction d'après laquelle on se situe : on est européen ou on n'est pas européen. La construction économique n'est pas une fin en soi. Elle a apporté la prospérité ; la multiplication du commerce international, la coopération au développement ne sont pas des fins en soi. La construction économique suppose une

Le général de Gaulle se faisait une idée précise de l'Europe. À ses yeux, la Communauté européenne était une fin en soi. Il n'y avait pas de prolongement hors de son domaine, que c'est celui de la production et des échanges. Sans doute, les États européens auraient-ils grand avantage à coordonner leurs actions en matière de politique étrangère, de défense, de recherche scientifique. Mais ce qui pourrait être envisagé à cet égard se situe par ailleurs hors du cadre du traité de Rome. Les mécanismes de ce traité sont, en effet, conçus en vue de faire prévaloir l'intérêt commun et, à cette fin, de faire violence, au besoin, aux intérêts nationaux. Un tel système implique de la part de ceux qui y participent une certaine solidarité profondément ressentie.

Il en va autrement en effet, pour nos partenaires européens. Ils ont l'habitude de l'approfondissement, tout à fait légitime, de la coopération. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome.

Une des causes des piteusement de la construction européenne est peut-être l'accent mis trop souvent sur les institutions, trop rarement sur les objectifs. L'Europe, pour qu'elle soit, telle est la question qui, aujourd'hui, mérite d'être posée. On peut reprendre la distinction d'après laquelle on se situe : on est européen ou on n'est pas européen. La construction économique n'est pas une fin en soi. Elle a apporté la prospérité ; la multiplication du commerce international, la coopération au développement ne sont pas des fins en soi. La construction économique suppose une

Il en va autrement en effet, pour nos partenaires européens. Ils ont l'habitude de l'approfondissement, tout à fait légitime, de la coopération. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome.

Une des causes des piteusement de la construction européenne est peut-être l'accent mis trop souvent sur les institutions, trop rarement sur les objectifs. L'Europe, pour qu'elle soit, telle est la question qui, aujourd'hui, mérite d'être posée. On peut reprendre la distinction d'après laquelle on se situe : on est européen ou on n'est pas européen. La construction économique n'est pas une fin en soi. Elle a apporté la prospérité ; la multiplication du commerce international, la coopération au développement ne sont pas des fins en soi. La construction économique suppose une

Il en va autrement en effet, pour nos partenaires européens. Ils ont l'habitude de l'approfondissement, tout à fait légitime, de la coopération. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome.



Pavillon  
**Christofle**  
tout un monde d'idées de cadeaux et de gentillesse

12, rue Royale Paris 8<sup>e</sup> - tél. : 260 34 07  
31, boulevard des Italiens Paris 2<sup>e</sup> - tél. : 265 62 44  
95, rue de Valenciennes Paris 10<sup>e</sup> - tél. : 647 51 27  
17, cours de Vincennes Paris 20<sup>e</sup> - tél. : 373 00 69  
Centre commercial de Paris II - tél. : 954 53 40

## SAUVER L'EUROPE

de Paul M.-G. Lévy

UN portrait de Don Quichotte brandissant la drapée aux couleurs de l'Europe, on ne peut pas dire que c'est une œuvre d'art. Mais si l'on se laisse aller à l'émotion, on peut dire que c'est une œuvre d'art. C'est la vision de l'Europe que nous propose Paul M.-G. Lévy dans son livre « Sauver l'Europe ». C'est une vision qui est à la fois réaliste et idéaliste, qui est à la fois européenne et mondiale. C'est une vision qui est à la fois européenne et mondiale.

Paul Lévy comprend bien les raisons pour lesquelles l'Europe ne peut pas être sauvée. Les hommes et les femmes ne sont pas des héros. Ils sont des hommes et des femmes. Ils ont des faiblesses et des forces. Ils ont des rêves et des espoirs. Ils ont des peurs et des inquiétudes. Ils ont des ambitions et des rêves. Ils ont des peurs et des inquiétudes. Ils ont des ambitions et des rêves.

Paul Lévy comprend bien les raisons pour lesquelles l'Europe ne peut pas être sauvée. Les hommes et les femmes ne sont pas des héros. Ils sont des hommes et des femmes. Ils ont des faiblesses et des forces. Ils ont des rêves et des espoirs. Ils ont des peurs et des inquiétudes. Ils ont des ambitions et des rêves. Ils ont des peurs et des inquiétudes. Ils ont des ambitions et des rêves.

Il en va autrement en effet, pour nos partenaires européens. Ils ont l'habitude de l'approfondissement, tout à fait légitime, de la coopération. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome.

Une des causes des piteusement de la construction européenne est peut-être l'accent mis trop souvent sur les institutions, trop rarement sur les objectifs. L'Europe, pour qu'elle soit, telle est la question qui, aujourd'hui, mérite d'être posée. On peut reprendre la distinction d'après laquelle on se situe : on est européen ou on n'est pas européen. La construction économique n'est pas une fin en soi. Elle a apporté la prospérité ; la multiplication du commerce international, la coopération au développement ne sont pas des fins en soi. La construction économique suppose une

Il en va autrement en effet, pour nos partenaires européens. Ils ont l'habitude de l'approfondissement, tout à fait légitime, de la coopération. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome.

Une des causes des piteusement de la construction européenne est peut-être l'accent mis trop souvent sur les institutions, trop rarement sur les objectifs. L'Europe, pour qu'elle soit, telle est la question qui, aujourd'hui, mérite d'être posée. On peut reprendre la distinction d'après laquelle on se situe : on est européen ou on n'est pas européen. La construction économique n'est pas une fin en soi. Elle a apporté la prospérité ; la multiplication du commerce international, la coopération au développement ne sont pas des fins en soi. La construction économique suppose une

Il en va autrement en effet, pour nos partenaires européens. Ils ont l'habitude de l'approfondissement, tout à fait légitime, de la coopération. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome.

Une des causes des piteusement de la construction européenne est peut-être l'accent mis trop souvent sur les institutions, trop rarement sur les objectifs. L'Europe, pour qu'elle soit, telle est la question qui, aujourd'hui, mérite d'être posée. On peut reprendre la distinction d'après laquelle on se situe : on est européen ou on n'est pas européen. La construction économique n'est pas une fin en soi. Elle a apporté la prospérité ; la multiplication du commerce international, la coopération au développement ne sont pas des fins en soi. La construction économique suppose une

Il en va autrement en effet, pour nos partenaires européens. Ils ont l'habitude de l'approfondissement, tout à fait légitime, de la coopération. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome.

Une des causes des piteusement de la construction européenne est peut-être l'accent mis trop souvent sur les institutions, trop rarement sur les objectifs. L'Europe, pour qu'elle soit, telle est la question qui, aujourd'hui, mérite d'être posée. On peut reprendre la distinction d'après laquelle on se situe : on est européen ou on n'est pas européen. La construction économique n'est pas une fin en soi. Elle a apporté la prospérité ; la multiplication du commerce international, la coopération au développement ne sont pas des fins en soi. La construction économique suppose une

Il en va autrement en effet, pour nos partenaires européens. Ils ont l'habitude de l'approfondissement, tout à fait légitime, de la coopération. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome.

Une des causes des piteusement de la construction européenne est peut-être l'accent mis trop souvent sur les institutions, trop rarement sur les objectifs. L'Europe, pour qu'elle soit, telle est la question qui, aujourd'hui, mérite d'être posée. On peut reprendre la distinction d'après laquelle on se situe : on est européen ou on n'est pas européen. La construction économique n'est pas une fin en soi. Elle a apporté la prospérité ; la multiplication du commerce international, la coopération au développement ne sont pas des fins en soi. La construction économique suppose une

Il en va autrement en effet, pour nos partenaires européens. Ils ont l'habitude de l'approfondissement, tout à fait légitime, de la coopération. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome. C'est peut-être ce qui a le plus manqué aux Européens à l'heure de la négociation du traité de Rome.

Une des causes des piteusement de la construction européenne est peut-être l'accent mis trop souvent sur les institutions, trop rarement sur les objectifs. L'Europe, pour qu'elle soit, telle est la question qui, aujourd'hui, mérite d'être posée. On peut reprendre la distinction d'après laquelle on se situe : on est européen ou on n'est pas européen. La construction économique n'est pas une fin en soi. Elle a apporté la prospérité ; la multiplication du commerce international, la coopération au développement ne sont pas des fins en soi. La construction économique suppose une

السلامة





# AMÉRIQUES

## Canada

### Le parti québécois se félicite du départ de M. Trudeau

Montréal. — M. Joe Clark, nouveau premier ministre élu, a annoncé, mercredi 23 mai, dans une conférence de presse, que la composition de son gouvernement serait connue d'ici sept à dix jours. On ne sait pas encore quel jour M. Pierre Bérubé Trudeau se rendra auprès du gouverneur général pour lui remettre la démission de son cabinet. Le résultat final du scrutin du 22 mai ne sera pas connu, lui non plus, avant deux ou trois jours, à cause notamment des recensements nécessaires dans les circonscriptions où la lutte a été très serrée.

De toute évidence, c'est moins l'élargissement du pouvoir des francophones que la polarisation linguistique et politique du pays qui apparaît aux Canadiens comme l'élément capital de ces élections. Dans le Canada anglais, l'incertitude est profonde. Les trois quarts des questions posées mercredi à M. Clark ont porté sur le problème de la représentation du Québec dans le gouvernement. Il n'a pu que reconnaître l'engagement de nommer plusieurs ministres représentatifs de la population francophone.

De leur côté, les éditorialistes de la presse anglophone affirment tous, avec plus d'ardeur que de conviction, que le scrutin n'a nullement été un vote du Canada anglais contre le Canada français. Ils ont même affirmé, sans preuve, qu'il n'y avait eu qu'un seul vote anglophone, celui de M. Pierre Bérubé, affirmant la volonté du Canada anglais de rester un pays bilingue. « Il se pourrait que le Canada anglais ait voté pour un Canada bilingue », a déclaré M. Bérubé. « Mais le Canada anglais n'a pas voté pour un Canada bilingue », a répliqué M. Clark.

### Le pays retrouve le « caractère anglais »

C'est chez les anglophones du Québec que le malaise est le plus aigu. Ils estiment généralement que M. Clark ne comprend pas le Québec et qu'il n'a pas voulu le dialogue tourné court, dissuadant ainsi les francophones de la province de participer à la vie politique. Pourtant, ils apprécient le fait que le nouveau premier ministre ait reconnu que le Québec est un pays à caractère anglais. Ils ont aussi apprécié le fait que M. Clark ait reconnu que le Québec est un pays à caractère anglais. Ils ont aussi apprécié le fait que M. Clark ait reconnu que le Québec est un pays à caractère anglais.

Chez les francophones, les positions sont nettement divergentes. Il y a ceux, comme M. Claude Ryan, chef du parti libéral du Québec, qui pensent que le Québec n'a jamais été un pays à caractère anglais. Ils ont aussi apprécié le fait que M. Clark ait reconnu que le Québec est un pays à caractère anglais. Ils ont aussi apprécié le fait que M. Clark ait reconnu que le Québec est un pays à caractère anglais.

Quel que soit leur attachement au fédéralisme, les francophones, en fait, se félicitent de la victoire de M. Clark. Ils ont aussi apprécié le fait que M. Clark ait reconnu que le Québec est un pays à caractère anglais. Ils ont aussi apprécié le fait que M. Clark ait reconnu que le Québec est un pays à caractère anglais.

Le parti québécois, quant à lui, a des raisons évidentes de se féliciter. Il a aussi apprécié le fait que M. Clark ait reconnu que le Québec est un pays à caractère anglais. Il a aussi apprécié le fait que M. Clark ait reconnu que le Québec est un pays à caractère anglais.

Le parti québécois, quant à lui, a des raisons évidentes de se féliciter. Il a aussi apprécié le fait que M. Clark ait reconnu que le Québec est un pays à caractère anglais. Il a aussi apprécié le fait que M. Clark ait reconnu que le Québec est un pays à caractère anglais.

De notre correspondant  
québécois : Ottawa, mercredi 23 mai. Le parti québécois se félicite du départ de M. Trudeau. Il a aussi apprécié le fait que M. Clark ait reconnu que le Québec est un pays à caractère anglais.

## El Salvador

### APRÈS L'ASSASSINAT D'UN MINISTRE L'état de siège est proclamé pour trente jours

De notre envoyé spécial

San-Salvador. — L'état de siège a été déclaré pour une période de trente jours, mercredi 23 mai, dans la République d'El Salvador. Le président Romero avait déclaré, lundi 22 mai, que le pays était en état de siège. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Dans la matinée, le ministre de l'Éducation, M. Carlos Herrera, a été assassiné. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

La tension reste vive depuis la violence réprimée mardi 22 mai. Les forces de l'ordre ont été envoyées dans les zones de conflit. Elles ont aussi déclaré que le pays était en état de siège.

La proclamation de l'état de siège ne peut qu'accroître la rapidité de la dégradation de la situation. Elle a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

THIERRY MALINAK.

Le parti québécois se félicite du départ de M. Trudeau. Il a aussi apprécié le fait que M. Clark ait reconnu que le Québec est un pays à caractère anglais.

## El Salvador

### APRÈS L'ASSASSINAT D'UN MINISTRE L'état de siège est proclamé pour trente jours

De notre envoyé spécial

San-Salvador. — L'état de siège a été déclaré pour une période de trente jours, mercredi 23 mai, dans la République d'El Salvador. Le président Romero avait déclaré, lundi 22 mai, que le pays était en état de siège. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Dans la matinée, le ministre de l'Éducation, M. Carlos Herrera, a été assassiné. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

La tension reste vive depuis la violence réprimée mardi 22 mai. Les forces de l'ordre ont été envoyées dans les zones de conflit. Elles ont aussi déclaré que le pays était en état de siège.

La proclamation de l'état de siège ne peut qu'accroître la rapidité de la dégradation de la situation. Elle a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

THIERRY MALINAK.

# AFRIQUE

## Soudan

### AU COURS DE SA VISITE A KHARTOUM

### M. Giscard d'Estaing a fait approuver par le président Nimeiry son projet de « trilogue » entre l'Afrique, l'Europe et le monde arabe

Au terme d'un voyage d'une semaine au Soudan, M. Giscard d'Estaing est retourné ce jeudi matin 24 mai à Paris. Au cours de sa visite officielle de travail à Khartoum, il s'est entretenu avec le président Nimeiry de son projet de charta de solidarité euro-arabique.

De notre envoyé spécial

Khartoum. — M. Giscard d'Estaing a été reçu par le président Nimeiry de son projet de charta de solidarité euro-arabique. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

THIERRY MALINAK.

De notre envoyé spécial  
Les deux entités, il les a qualifiées d'« initiatives importantes ». Elles ont été approuvées par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Un premier (100 millions de francs), qui devrait permettre de financer la deuxième tranche de 100 millions de francs, qui devrait permettre de financer la troisième tranche de 100 millions de francs.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

Le projet de charta de solidarité euro-arabique a été approuvé par le président Nimeiry. Il a aussi déclaré que le pays était en état de siège.

## LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

### L'ISLAM

Le numéro 37  
Abonnement : 30 F  
(six numéros) : 30 F

Le Monde  
doctes et documents

Le Monde  
doctes et documents

Le Monde  
doctes et documents

Le Monde  
doctes et documents

Le Monde  
doctes et documents

Le Monde  
doctes et documents

Le Monde  
doctes et documents

Le Monde  
doctes et documents

## Le communiqué final de la conférence de Kigali

### La France sera l'« interprète » des pays africains auprès de la C.E.E. et des autres nations industrialisées

Voici les principaux points du communiqué publié, mardi 22 mai, à l'issue du sommet franco-africain de Kigali.

La situation économique

Les relations franco-africaines

Le renforcement des solidarités

Les masses africaines de Bangui

Les masses africaines de Bangui

Les masses africaines de Bangui

Les masses africaines de Bangui

Les masses africaines de Bangui

Les masses africaines de Bangui

Les masses africaines de Bangui

Les masses africaines de Bangui

Les masses africaines de Bangui

Les masses africaines de Bangui

Les masses africaines de Bangui

Les masses africaines de Bangui

Les masses africaines de Bangui

Les masses africaines de Bangui

Les masses africaines de Bangui

Les masses africaines de Bangui

Les masses africaines de Bangui

Les masses africaines de Bangui

Les masses africaines de Bangui

Les masses africaines de Bangui

Les masses africaines de Bangui

Les masses africaines de Bangui

Les masses africaines de Bangui

Les masses africaines de Bangui

## LES MASSACRES DE BANGUI

### M. François-Poncet confirme la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

Respondant aux questions de M. Mammou, député socialiste du Calvados, le ministre des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a confirmé la suspension de l'aide militaire à l'Empire Centrafricain.

**L'aile radicale du P.S.O.E. s'organise en vue du congrès extraordinaire du p**

De notre correspondant

CHARLES YANHECKE

## De notre correspondant

Moscou. — Les autorités soviétiques poursuivent la répression au jour le jour, par spectaculaire mais efficace, contre les contestataires. Les derniers ont été amenés à signer que le préjudice du régime n'est pas le préjudice du peuple. Le 24 avril, avait été privé de la nationalité soviétique l'écrivain d'origine polonaise, Stanislas Lem, plusieurs années en Occident. L'émigré, qui vit à Paris depuis septembre 1954, avait reçu la prix Nobel de littérature en 1953. Le 25 avril de Stalingrad. Il avait été l'un des témoins du régime, avant de la

Kouznetsov, qui avait reçu la cavalerie d'armée dans un officier, aidant échangé avec deux compagnons contre deux aspirants volontaires, ont vu leur téléphone coupé. Il s'agit notamment du directeur Vladimir Kouznetsov, membre associé du Pen Club français. Les autorités se font jour un édilité de la presse, de la radio, de la communication, qui interdit de se servir de balcons téléphoniques sans autorisation. Les journaux des intellects de l'Etat et de l'ordre »

DANIEL VERNET.

Plusieurs personnalités antiaéni, mercredi 13 mai, un appel en faveur de la libération d'une jeune française, Mirella Christine Hala, condamnée le 26 mars, à Budapest, à huit mois de prison ferme, et dont le procès en appel doit s'ouvrir le 5 juin. Elle avait été arrêtée le 30 décembre 1944, à Paris, et avait été tenue de faire passer clandestinement en Occident un jeune artiste tchèque, Pavel Buncher, qui avait vu refuser auparavant à plusieurs reprises, par les autorités de la France, le visa pour rejoindre sa famille en Grande-Bretagne.

Les annales de l'appel remis mercredi à la presse, parmi les quels MM. Vladimir Boukovski, Pierre Emmanuel, Pierre Jagorez (député P.S.), Jean-Paul Sartre et Mme Claude Servan-Schribler, ont été jugés, ont attiré l'attention sur les conditions de détention « particulièrement éprouvantes » de Mme Hala. Celle-ci, précisément, a manifesté sa courtoisie d'homme de bien, en disant qu'elle n'est l'objet de « contrôles humiliants et de pezaillons constantes ». Son état de santé, « déjà gravement compromis », a nécessité l'usage de ses médicaments, et elle a été hospitalisée. L'appel met au doute le bien-fondé du verdict prononcé par le tribunal de Budapest et fait valoir le « droit » imprescriptible de chacun à choisir librement son

## L'attachement à l'ordre social

Bonn. — Il est l'Allemand du Nord tel qu'on l'imagine : une silhouette élancée et athlétique, un regard clair qui paraît toujours dirigé vers l'horizon de la Baltique, un visage anguleux et sévère. Si derrière cette appa-

correspondant  
la tête de la  
cette compé-  
parté, non seu-  
Richard von

Rainer Barzel à la tête de :

Tout un âge vers l'honneur de la Balleuse, un visage angélique et sévère. Si derrière cette apparence austère — ml-Viking, ml-Prussien — on perçoit une chaleur cachée, celle-ci reste sous contrôle. Toute la personnalité reflète les valeurs traditionnelles auxquelles il est toujours resté fidèle : famille, religion, patriotisme, attachement à l'ordre social, sens du devoir mais aussi des droits d'un homme appartenant à une famille dont les ancêtres étaient déjà connus. Il y a

tion, il l'a emporté tout simplement, car M. Richard von Weizsäcker, qui n'est pas un homme d'État, n'est pas seulement dans le jeu, mais aussi en dehors. Il est le seul homme qui ait été élu président de la République fédérale : il avait comme toute favorite, une femme, et elle, elle aussi, était dans le jeu. M. Richard von Weizsäcker, qui n'est pas un homme d'État, n'est pas seulement dans le jeu, mais aussi en dehors. Il est le seul homme qui ait été élu président de la République fédérale : il avait comme toute favorite, une femme, et elle, elle aussi, était dans le jeu.

C'est cependant dans la jeunesse étudiante de M. Carstens que ses adversaires ont cru trouver des arguments décisifs contre sa présence à la tête de l'Etat. Comme toujours lorsqu'il s'agit d'apprécier le rôle véritable de l'un des nombreux Allemands inscrits à un moment ou à un autre sur les listes du parti nazi, les appréciations peuvent différer tout au tout (*le Monde* du 10 novembre 1978). Dans le cas de Jeanne Carstens, il convient de retenir qu'il a, pour autant que l'on sache, fait de son mieux pour s'échapper à l'emprisonnement.

personne ne formule contre des accusations ignominieuses. Le problème le plus difficile de la République fédérale allemande est que les discussions et les implications touchant le passé ne peuvent prendre fin tant que les frontières et les corridors du pouvoir seront encore occupés par la génération qui a grandi dans l'ombre — ou sous le soleil — de

rien de tout cela ne signifie que M. Karl Carstens ne puisse être un bon président de la R.F.A. Bien des gens, certes, regretteront le départ de M. Walter Scheel, qui a su donner à sa fonction un relief exceptionnel et s'est acquis une popularité presque sans précédent. Cependant, l'homme qui lui succède a montré qu'il a respecté les ordres du jeu dans tous les postes qu'il a su conquérir. — J. W.

Plusieurs facteurs ont déclenché la controverse après sa candidature à la présidence de la République : cet « homme du Nord » reste, même aux yeux de certains des chrétiens-démocrates, un peu trop froid pour enthousiasmer les foules. Certains ont même à croire qu'un homme aussi sévère puisse véritablement

... ..

1943-1950 : M. 128000er neufr.  
Liberal (31 janv. 1884 - 13 déc.  
1963).

1950-1960 : M. Heinrich Lübke,  
chrétien - démocrate (14 oct.  
1894 - 6 avr. 1972).

1960-1974 : M. Gustav Hein-  
emann, socialiste (23 juill. 1899 -  
9 août 1980).

vous envoie avec la lettre d'annonce de M. Louis Croissant, ancien

voilà comme ça se passe les 16 derniers jours de M. Jean Croissant, tueur en série du groupe Baader-Meinhof, condamné le 16 février dernier à deux ans et demi d'emprisonnement et quatre ans d'interdiction d'exercer sa profession. Si devait subir l'intégralité de la peine prononcée, il devrait finir sa vie dans un système d'information où entre les accusés de répression armée rouge, l'accusé tout-à-dit serait libéré aux alentours de Noël prochain. M. Croissant avait été arrêté le 30 septembre 1977, à Paris, puis extradité le 16 novembre.

La République fédérale d'Allemagne a commémoré le 23 mai, trentième anniversaire de sa constitution. Le jour où le non-vaillant chef de l'Etat a été élu : le professeur Karl Carstens, ancien membre du parti nazi, auquel il a été inscrit le 10 novembre 1937.

dirigeants de l'infamie me-  
me d'anéantissement nazie.  
Entre-temps, les lois biologiques  
et venues au secours d'une ju-  
salle allemande qui a entraîné les  
s: trente-cinq ans après les  
nazis, comment concevoir  
une quelconque justice de

Alors qu'une vague de protestations s'élève contre la prescription des crimes nazis, « l'Etat plus libéral de l'histoire allemande » ne veut et ne peut tout de même pas passer des anciens collaborateurs et compagnons de route en parti responsable du massacre de millions et de millions de personnes.

... que seuls produits des  
signages précis contre des  
devenus des vieillards,  
sont quasiment incapables de  
re les audiences ?

... exigence, de l'imprescriptibilité  
crimes contre l'humanité ne  
est donc plus, si justifiée soit-  
qu'un caractère symbolique.  
x qui demandent aujourd'hui  
les criminels nazis n'échap-

Le R.F.A. n'a persécuté les auteurs des crimes nazis qu'à titre d'ennemi, sous la pression de l'opinion publique internationale. Les procédures pénales d'une faible lenteur ont été dirigées surtout contre les fonctionnaires allemands obéissant aux ordres.

pas à la justice — même  
elle que nous connaissons —  
devraient pas pour autant  
avoir de dénoncer un fait inad-  
missible: l'Etat chargé de juger  
bourreaux est désormais pré-  
paré par un ancien membre du  
nazis.

**LE DOCTEUR ACCUSÉ**

Bruxelles. — Le roi Baudouin est attendu demain à midi la

Flandre a été d'être à l'arrière-pensée pour faire libérer cette région des extrémistes flamands par que, le royaume dans la province de Liège, que les francophones des Flandres ont été produits, une fois de plus, dans cette région qui propose un rattachement à la province française de la Belgique. Les extrémistes flamands ont été et cinq francophones avaient été. M. Siquier, avait demandé au rapport d'intervenir pour les francophones de la région de Liège, qu'il ne pourrait pas faire en principe parce que la Constitution prévoit la coopération des pouvoirs.

Les extrémistes flamands, d'autre part, ont été directement intervenus d'autre part, par le premier ministre, à la Chambre, le premier ministre a déclaré que la Constitution ne lui prescrit et qu'il est de tradition que des politiques de la Chambre, les explications du premier ministre sont pas calmé les protestations.

Sunao Sonoda, minister

Bonoda a assuré M. Barre que le Japon était décidé de rétablir le déséquilibre de la balance commerciale franco-japonaise ; le dérapage des échanges était défavorable à la France, montant au-dessus de 50 %. Il a affirmé que son pays avait l'intention de libéraliser sa politique d'importation, de simplifier les formalités à l'importation, de lever certaines barrières tari-

premier ministre français a affirmé qu'il existait des éléments d'entente dans les échanges franco-japonais, grâce notamment aux options d'achat d'Alcoa par les compagnies françaises. Il a rappelé que Paris était plus favorable à un assouplissement des accords au marché japonais qu'à une limitation des importations japonaises. Il a souligné que la France était disposée à examiner avec le Japon les possibilités de coopération dans le domaine des industries chimiques. Barre et Sonoda ont, à leur tour, parlé du prochain sommet des pays européens et ont se tenir à Tokyo les 28 et 29 juin.

M. Hans-Edgar Jahn, *Idle*

de liste C.D.U. en Basse-Saxe pour les élections européennes, est une personnalité bien — et honorablement — connue dans les milieux politiques de Bonn et de Strasbourg. Député C.D.U. depuis 1965, membre du Parlement européen depuis 1970, et président de sa commission de l'information, vice-président de la commission de l'environnement, de la santé et de la consommation, vice-président de la commission de liaison C.E.E.-Turquie, membre de la délégation de Bonn avec le Congrès américain, porte-parole du groupe chrétien-démocrate au Parle-

Depuis, le Phœdonadeur de Hambourg Stern, par le 23 mai, rappelle ses antécédents : né en 1914, il entra dans la Jeunesse hitlérienne trois ans après la prise de pouvoir par les nazis, dans le parti nazi. En 1938, il reçut de la chancellerie du Reich une bourse mensuelle de 150 marks pour faire des études de sciences politiques à l'université de Berlin. Officier du parti nazi pendant la guerre, il publia en 1943 un ouvrage dénonçant, en quatre cents pages, la conjuration du bolchevisme et du nazisme, l'œuvre qui lui valut, à sa travers, les millions de l'humanité ébouillantée avec respect et ferveur le nom de Adolf Hitler. Le Stern donna

M. Jahn avait à l'époque vingt-neuf ans. « L'erreur de jeunesse » se prolongea dans l'activité pratique : il devint officier de commandement national-socialiste — c'est-à-dire commissaire politique — d'un secteur de défense

Devenu chrétien-démocrate en 1947, président de la commission de travail des affaires démocratiques et auteur prolifique (il se vante d'avoir écrit cinq mille conférences, écrit trois mille articles et vingt livres), pour plaider la nécessité d'un découpage avec l'Union soviétique et de rétablir l'Allemagne totale et libre dans le cadre du front mondial antichrétien »,

M. Jahn collabora également avec le ministère de la dé-

Stern juge « incompréhensible » une telle candidature, et que « la C.D.U. se refuse à mesurer une place sur la liste de Basse-Saxe à un chrétien-démocrate persécuté pour motifs raciaux par les Nazis ».

Figure 1 consists of two parts, (a) and (b), illustrating a 1D chain of particles. Part (a) shows a horizontal chain of particles represented by small circles. A central particle is labeled 'i'. To its left and right are other particles, with the immediate neighbors labeled 'i-1' and 'i+1' respectively. Part (b) shows a similar chain, but with a dashed line segment between the central particle 'i' and its right neighbor 'i+1', possibly indicating a specific interaction or a boundary condition.

## Belgrade (AFP)

l'ambassade d'U.R.S.S. dans la capitale yougoslave qui voulait célébrer dans ses murs le Jour de la libération de l'Afrique a dû annuler in extremis cette cérémonie à la suite des protestations des représentations diplomatiques des pays de ce continent. L'ambassadeur Nicolas Rodionov avait publié de demander l'avis des principaux intéressés.

Les diplomates africains ont  
 fait savoir aux Savoyettes  
 qu'ils étaient seuls habilités  
 à organiser cette célébration.  
 Devant ces protestations —  
 menant même des représen-  
 tants de pays « pro-  
 gressistes », — l'ambassade  
 U.R.S.S. a informé mardi  
 2 mai tous ses invités que  
 la réception prévue pour  
 jeudi était supprimée.

Finalement, l'honneur de

... le Tout-Belgrade à célébrer le 24 mai « le Jour de la libération de l'Afrique » et de le faire connaître au président de la République, à l'ambassadeur de la République démocratique africaine. « C'est une bonne leçon pour les vietnamiens ! », a déclaré un diplomate chinois.





## LE DÉBAT EUROPÉEN

### Les socialistes européens se rassemblent à Paris

Un grand rassemblement international des parlementaires socialistes et sociaux-démocrates européens de gauche, vendredi 24 mai à Paris, aura une portée décisive : la politique socialiste sera mise en évidence à l'occasion de la campagne pour les élections européennes.

La journée doit débiter par une conférence de presse, vendredi après-midi, de tous les leaders socialistes européens y compris ceux des pays qui souhaitent adhérer à la C.E.E. Elle doit se terminer au pied du Palais de Chaillot par une soirée au cours de laquelle M. Mitterrand, Brandt et Jospin, le premier ministre danois, prendront la parole.

Le public, admis gratuitement, doit prendre place de part et d'autre des fontaines de Chaillot, ainsi que sur la place de l'Esplanade. Ce rassemblement sera ouvert par Mme Malina Mercurio, ex-ministre aux Symploches européennes de Benoit, intervenant par la London Symphony Orchestra, et sera clos par un feu d'artifice.

M. Igor Rabinovitch, journaliste israélien, assurera la retransmission.

### LES RAPARTEURS CHOISISSANT L'ABSTENTION

Le mouvement du rassemblement des socialistes et sociaux-démocrates européens qui avaient jusqu'à présent soutenu la liste de M. F. de la Roche, a décidé de ne pas voter lors de la session du 24 mai. Les députés socialistes européens ont choisi l'abstention pour protester contre la détermination de la C.E.E. de ne pas voter lors de la session du 24 mai.

Le mouvement du rassemblement des socialistes et sociaux-démocrates européens qui avaient jusqu'à présent soutenu la liste de M. F. de la Roche, a décidé de ne pas voter lors de la session du 24 mai.

### M. Marchais : « Nous ne faisons pas de confusion entre le peuple allemand et son gouvernement »

De notre correspondant

Strasbourg. — Étape allemande, mercredi 23 mai, pour Georges Marchais, après sa tournée dans la région de la Moselle. A l'issue de l'entrevue avec le député allemand, M. Marchais a déclaré : « Nous ne faisons pas de confusion entre le peuple allemand et son gouvernement ».

A l'issue de ses entretiens, le secrétaire général du P.S. a déclaré : « Nous ne faisons pas de confusion entre le peuple allemand et son gouvernement ».

### Le M.R.G. se prononce pour une réduction de la durée du travail à 35 heures par semaine dans un délai de cinq ans

M. Michel Crépeau, président du M.R.G., et les candidats radicaux de gauche à l'élection européenne, ont présenté, mercredi 23 mai, leurs propositions pour l'Europe.

M. Maurice Faure, député du Lot, a souligné que l'Assemblée européenne, élue au suffrage universel, aura une autorité accrue pour exercer les pouvoirs qui lui sont attribués par le traité de Rome. M. Faure s'est engagé à travailler à elle et à ne pas se laisser entraîner par les intérêts particuliers.

A Saint-Étienne

### LE MAIRE REFUSE DE RETARDER L'HEURE DE CLÔTURE DU SCRUTIN

(De notre correspondant.)

Saint-Étienne. — M. Joseph Sanguedolci, député de Saint-Étienne, candidat à l'élection européenne, a déclaré, mercredi 23 mai, au préfet de la Loire, qu'il refusait de retarder l'heure de clôture du scrutin à 18 heures, et non à 22 heures, et le dépouillement immédiat.

M. Sanguedolci estime que les propositions nouvelles qui sont avancées apparemment indifféremment comme un allègement du scrutin, la représentation antérieure des députés à la clôture du scrutin à 18 heures, et non à 22 heures, et le dépouillement immédiat.

### LE P.C.F. : un festival de la démagogie et de la dissimulation

Le bureau politique du P.C.F. a tenu, mercredi 23 mai, sa séance hebdomadaire. Après avoir discuté la situation du P.C.F. en France, le bureau a adopté une déclaration qui est une véritable déclaration de guerre à la droite.

Le bureau politique du P.C.F. a tenu, mercredi 23 mai, sa séance hebdomadaire. Après avoir discuté la situation du P.C.F. en France, le bureau a adopté une déclaration qui est une véritable déclaration de guerre à la droite.

M. Michel Crépeau, président du M.R.G., et les candidats radicaux de gauche à l'élection européenne, ont présenté, mercredi 23 mai, leurs propositions pour l'Europe.

M. Maurice Faure, député du Lot, a souligné que l'Assemblée européenne, élue au suffrage universel, aura une autorité accrue pour exercer les pouvoirs qui lui sont attribués par le traité de Rome. M. Faure s'est engagé à travailler à elle et à ne pas se laisser entraîner par les intérêts particuliers.

M. Michel Crépeau, président du M.R.G., et les candidats radicaux de gauche à l'élection européenne, ont présenté, mercredi 23 mai, leurs propositions pour l'Europe.

M. Maurice Faure, député du Lot, a souligné que l'Assemblée européenne, élue au suffrage universel, aura une autorité accrue pour exercer les pouvoirs qui lui sont attribués par le traité de Rome. M. Faure s'est engagé à travailler à elle et à ne pas se laisser entraîner par les intérêts particuliers.

## POLITIQUE

### LE RÈGLEMENT DU BUDGET DE 1977

### L'État s'installe dans le déficit

Mardi 22 mai, l'Assemblée nationale a examiné le projet de loi portant règlement du budget de 1977, qui, pour M. C. de la Roche, rapporteur général de la commission des finances, est « l'unique moyen de porter le financement sur la politique budgétaire ». Constatant que « nous sommes entrés dans une phase de déficits budgétaires », il a déclaré : « En 1977, le déficit a été de 100 milliards, mais estime qu'il s'est passé quelque chose de positif ».

M. PAPON :

M. PAPON, ministre du budget, indique que le texte du budget de 1977 est « une politique budgétaire qui est en contact avec la réalité ». Il a déclaré : « En 1977, le déficit a été de 100 milliards, mais estime qu'il s'est passé quelque chose de positif ».

### AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE

### M. Médecin et les électeurs de Pondichéry

De notre correspondant régional

Nice. — A la suite du recours introduit devant le tribunal administratif de Nice par M. Hervé Dupont (P.S.), le commissaire du gouvernement, M. O. de la Roche, a décidé de ne pas voter lors de la session du 24 mai.

Nice. — A la suite du recours introduit devant le tribunal administratif de Nice par M. Hervé Dupont (P.S.), le commissaire du gouvernement, M. O. de la Roche, a décidé de ne pas voter lors de la session du 24 mai.

### LA RÉFORME DES COLLECTIVITÉS LOCALES AU SÉNAT

### Tutelle maintenue pour les communes « mal gérées »

Le Sénat, qui entreprendra mardi prochain l'examen des articles du projet de loi pour la réforme des collectivités locales, a tenu, mercredi 23 mai, sa séance hebdomadaire. Après avoir discuté la situation des collectivités locales, le Sénat a adopté une déclaration qui est une véritable déclaration de guerre à la droite.

### Six propositions R.P.R.

M. MARC JACQUET (Seine-Saint-Denis), président du groupe R.P.R. au Sénat, a présenté, mercredi 23 mai, six propositions de loi relatives à la réforme des collectivités locales.

M. MARC JACQUET (Seine-Saint-Denis), président du groupe R.P.R. au Sénat, a présenté, mercredi 23 mai, six propositions de loi relatives à la réforme des collectivités locales.

### LE 8 MAI JOUR FÉRIÉ

### Le Sénat peut en débattre estime le Conseil constitutionnel

contre l'avis du gouvernement

Le Conseil constitutionnel, saisi le 17 mai par le président du Sénat d'une proposition de loi de la commission des affaires sociales de cette Assemblée visant à déclarer le 8 mai jour férié, a estimé que le projet de loi n'était pas contraire à la Constitution.

Le Conseil constitutionnel, saisi le 17 mai par le président du Sénat d'une proposition de loi de la commission des affaires sociales de cette Assemblée visant à déclarer le 8 mai jour férié, a estimé que le projet de loi n'était pas contraire à la Constitution.

## Les fruits quotidiens du Marché commun

## par JEAN-MICHEL QUATREPOINT

Au début de la présente  
cennie, une nouvelle forme  
coopération, plus réaliste, s'  
amorcée entre firmes europée  
nes. Ou plutôt une coopérat  
entre États, à travers des socié  
privées ou publiques, les secte  
concernés (à haute technologi  
mettant en jeu d'importants co  
sauts publics. Il s'agit de co

Au milieu des années 60, l'idée de la réunion sur des bases géographiques a grandement influencé la communauté internationale et, à la mode, rappelle-t-on à Bruxelles. Cette myologie d'entreprise comme européenne est née à la fin des années 60, avec la naissance de la Fiat-Citroën. Dunlop, Pirelli, Agfa-Gevaert, Hoechst, Högervogel. Depuis l'idée a été abandonnée. C'est la quatrième fois que l'idée a été abandonnée. Le conseiller du président Pompidou. Rassembler sur une pie d'égalité deux groupes, chacun avec ses propres intérêts, est évidemment impossible. Les tout ces expériences n'ont guère été concluantes. Soit l'opération n'a abouti, soit rien de concret n'est sorti. Pirelli, qui a des usines en France, a des usines en Italie, des usines ont été rompus (Fiat-Citroën), soit un troisième partenaire est venu cotifier le tout.

Au début de la présente décennie, une nouvelle forme de coopération, plus réaliste, s'amorçait entre firmes européennes. Ou plutôt une coopération entre Etats, à travers des sociétés privées ou publiques, les secteurs concernés (à haute technologie) mettant en jeu d'importants capitaux publics. Il s'agissait de créer des sortes de consortiums pour un objet bien précis.

Ces alliances eussent pu paraître dépendantes de la volonté politique des Etats membres.

Avec les «erreurs» du président Carter et les succès d'Aïrbus et d'Ariane aidant, ce type d'alliance «européennes» revient en grâce. Tout comme les idées d'une réelle coopération industrielle entre les Etats de la CEE par opposition à «la spécialisation sauvage» qui a été la règle ces dernières années. Mais tous les Etats européens auront-ils la même volonté politique sans laquelle des aventures comme celle d'Aïrbus sont vouées à l'échec. Peut-on être volontariste dans

A l'exception du secteur de la CECA, la Communauté n'a pas eu de réelle politique industrielle. Comment pourrait-elle en avoir puisqu'elle vit, en principe, sous le règne du libéralisme économique. Ne faut-il pas aussi se méfier de déterminer leur stratégie ? Au mieux, explique-t-on à Bruxelles, il y a des *embryons de politique industrielle*. Ne serait-ce que par le biais des textes relatifs aux aides d'Etat, aux aides publiques nationales. L'article 92 du traité prévoit que la Commission doit donner son avis lorsque les gouvernements veulent octroyer des aides d'Etat à certaines entreprises. Si elle estime que ces aides créent une distorsion de la concurrence et que le pays incriminé refuse de revenir

nationales » (elle en verse elle-même pour promouvoir le développement de certaines régions). Mais elle ne peut pas empêcher les gouvernements reconnaissants que leur soutien s'exerce dans une perspective de coopération communautaire. Notion suffisante.

[illegible]

les torts...  
logique capitaliste, l'ouverture de  
nouveaux marchés, le développement  
marchés ont renforcé les forces et  
affaibli les faibles. Chacun des  
groupes sociaux a cherché à tirer  
leurs intérêts. Les industries et les  
groupes industriels où il était déjà  
le plus compétent et disparaissant  
ont été renforcés. Les industries  
moins compétentes ont été éliminées  
ou ont été réduites à l'état d'accessoire  
essentiellement selon la colonisation  
politique de ses gouvernements, le  
niveau de la technologie et les éti-  
cettes en position de faiblesse.

Si Saint-Gobain-Pont-à-Mousson  
se occupe une telle position, c'est  
parce que dans le dix-neuvième  
siècle, la Manufacture crève par  
la concurrence internationale et  
notamment en Allemagne. Si la  
chimie allemande affirme sa pré-  
dominance, c'est parce qu'elle a  
l'I.G. Farben d'avant-guerre avait  
une position dominante dans la  
chimie allemande. Les produits  
agro-alimentaires britanniques ont  
renforcé de jour en jour, c'est  
aussi parce que le Commonwealth  
avait de haides alimentaires et  
qu'ils étaient déjà les pre-  
mières en Europe avant l'entrée  
des produits américains dans le  
Marché commun.

M. David Rockefeller, récemment en France, a été élu président en 1973 à l'initiative de son frère John D. Rockefeller, membre du conseil d'administration de la banque Morgan. Il est considéré comme l'un des hommes les plus puissants du monde. Il a été élu président de la Commission mondiale pour l'étude de la politique des Etats-Unis, Japon et de l'Europe occidentale, une commission qui a pour but de définir une stratégie globale à long terme face à la crise du capitalisme et à la montée du communisme. M. Carter et donc membre de son cabinet, M. Raymond Barre, M. Lecat, Debatiste, ainsi que de nombreux autres membres de la commission européenne, ont été ou sont membres de la Trilatérale.

(ce qui n'exclut pas d'ailleurs les frictions), ou bien elle tente d'affirmer son indépendance et, par là, son identité contre ses deux principaux concurrents qui sont justement le Japon et les Etats-Unis.

**Prochain article :**

**CONSUMME ET TAIS-TOI**

Du coup, une certaine spécialisation industrielle s'est instaurée à l'intérieur du Marché commun. Tout naturellement, en bonne

(1) La Commission arbitrale créée en 1973 à l'initiative de M. David Rockefeller, rassemblant environ deux cent cinquante personnalités du monde des affaires et de la politique des Etats-Unis, Japon et de l'Europe occidentale, a pour but de définir une stratégie globale à long terme face à la crise du pétrole et à la montée du Kikouisme au Caucase et dans une partie de son cabinet. M. Raymond J. Leont, Député, ainsi que de nombreux membres de la commission européenne, ont été ou sont membres de la Trilatérale.

**Prochain article :**  
**CONSOMME ET TAIS-TOI**













# Le printemps de l'Europe des Socialistes

**Willy BRANDT**

Prix Nobel de la Paix  
Président de l'Internationale Socialiste

**François MITTERRAND**

Premier Secrétaire  
du Parti Socialiste Français

**Anker JØRGENSEN**

Premier Ministre  
du Royaume du Danemark

les Dirigeants des Partis Socialistes et Sociaux-démocrates d'Europe

**James CALLAGHAN, Mario SOARES, Joop DEN UYL,  
André COOLS, Frank CLUSKEY, Bettino CRAXI,  
Felipe GONZALEZ, Pietro LONGO, Brid RODGERS,  
Lydie SCHMIT, Karel VAN MIERT**  
vous invitent

au Rassemblement des Socialistes d'Europe

**Vendredi 25 Mai - 21 heures**

Jardins du Trocadéro

**Orchestre Philharmonique de Londres**

Symphonie Fantastique de Berlioz  
Chorales - Illuminations - Feux

avec  
**Mélina MERCOURI**

**ENTREE LIBRE**  
**Tous au Pont d'Iéna**  
face aux Jardins du Trocadéro

N.B. Même en cas de pluie la manifestation aura lieu !















# RADIO-TÉLÉVISION

# AUJOURD'HUI

## ENTENDU

### « Les Soldats », de Zimmermann

En direction de l'Opéra de Paris, en octobre 1977, mais dans une version de concert, de larges extraits des Soldats de Bernd Alois Zimmermann (1918-1970), Pierre Boulez avait lancé une sorte de défi. Radio-France vient de le relever, en donnant, tout juste pour l'anniversaire de la première audition en France de l'opéra dans son intégralité.

Commenté par l'opéra de Coïgnat, qui l'a créé en 1965, l'ouvrage, qui dure un peu plus de deux heures et présente des difficultés considérables, est certainement un chef-d'œuvre et l'auditeur, pour autant qu'on puisse en juger à première audition, a été tout à fait remarquable.

La Nouvelle Orchestre philharmonique et Les Chœurs de Radio-France étaient placés sous la direction de Günther Wich; dominés par Catherine Gayer (Marie), à la voix de couleur merveilleusement agile et étendue vers le grave, la distribution réunissait Thomas Horden (Desportes), Miriam Rindler (Wesener), Peter Christoph Ruge (Schizala), Berndt Anton (Charlotte) et

une douzaine d'autres solistes, excellents en général. S'il s'agit d'une œuvre véritablement formelle, elle portait sur l'absence de respect, en général, des indications de nuances dont le compositeur a omis de faire état, conduisant à créer une sorte de distorsion entre le fait original.

Si la création française au grand auditorium de la Maison de Radio-France connaît un événement en soi, la diffusion en direct en était un également, presque au même titre que la retransmission intégrale de Lulu le mois dernier. Pourtant, dans la cas comme dans l'autre, on n'a pas trouvé ou voulu prendre le temps de faire précéder la voix de couleur merveilleusement agile et étendue vers le grave, la distribution réunissait Thomas Horden (Desportes), Miriam Rindler (Wesener), Peter Christoph Ruge (Schizala), Berndt Anton (Charlotte) et

terme indiquant peut-être que ceux qu'on a affectivement entendus ne devaient plus être depuis longtemps. C'est d'autant plus regrettable que certains aspects musicaux importants de l'œuvre n'ont pas été à la radio: les scènes simplifiées, les actions musicales sur scène, l'utilisation de l'espace pour certains effets.

Quant au langage musical, il ne suffit pas de parler de décaphonie pour attiser les Soldats par rapport à Wozzeck, de Lulu ou à Moïse et Aaron. Si ce sont les similitudes qui apparaissent en premier, n'aurait-il pas été fructueux de tenter de dégager l'originalité du langage dramatique de Zimmermann, son goût de la clarté formelle en même temps que de l'écriture serrée, volontiers déformée? L'occasion a été manquée; elle démontre que les compositeurs doivent être une chaîne « ouverte », elle devient curieusement elliptique quand, sur une fois, il y aurait à faire un véritable travail d'écriture.

GERARD CONDE.

## JEUDI 24 MAI

### CHAÎNE I : TF 1

19 h. C'est arrivé un jour; 19 h. 10. Une minute pour les femmes; 19 h. 35. Les petites; 19 h. 45. Les inconnus de 19 h. 45; 20 h. Journal.

### CHARLES AZNAVOUR

chante «ETRE» extrait de la b.o. du film TV LA LUMIERE DES JESTES musique de GEORGES GARVARENTZ

20 h. 35. Feuilles; 20 h. 45. Les Chœurs de Radio-France; 20 h. 55. Les petites; 20 h. 55. Les inconnus de 19 h. 45; 20 h. Journal.

### CHAÎNE II : A 2

19 h. 35. C'est la vie; 19 h. 45. Les petites; 19 h. 45. Les inconnus de 19 h. 45; 20 h. Journal.

### CHAÎNE III : FR 3

19 h. 35. Pour les jeunes; 19 h. 45. Tribune Libre; 19 h. 55. Les petites; 19 h. 55. Les inconnus de 19 h. 45; 20 h. Journal.

### CHAÎNE IV : A 2

19 h. 35. C'est la vie; 19 h. 45. Les petites; 19 h. 45. Les inconnus de 19 h. 45; 20 h. Journal.

### CHAÎNE V : A 2

19 h. 35. C'est la vie; 19 h. 45. Les petites; 19 h. 45. Les inconnus de 19 h. 45; 20 h. Journal.

### CHAÎNE VI : A 2

19 h. 35. C'est la vie; 19 h. 45. Les petites; 19 h. 45. Les inconnus de 19 h. 45; 20 h. Journal.

### CHAÎNE I : TF 1

19 h. C'est arrivé un jour; 19 h. 10. Une minute pour les femmes; 19 h. 35. Les petites; 19 h. 45. Les inconnus de 19 h. 45; 20 h. Journal.

### CHAÎNE II : A 2

19 h. 35. C'est la vie; 19 h. 45. Les petites; 19 h. 45. Les inconnus de 19 h. 45; 20 h. Journal.

### CHAÎNE III : FR 3

19 h. 35. Pour les jeunes; 19 h. 45. Tribune Libre; 19 h. 55. Les petites; 19 h. 55. Les inconnus de 19 h. 45; 20 h. Journal.

### CHAÎNE IV : A 2

19 h. 35. C'est la vie; 19 h. 45. Les petites; 19 h. 45. Les inconnus de 19 h. 45; 20 h. Journal.

### CHAÎNE V : A 2

19 h. 35. C'est la vie; 19 h. 45. Les petites; 19 h. 45. Les inconnus de 19 h. 45; 20 h. Journal.

### CHAÎNE VI : A 2

19 h. 35. C'est la vie; 19 h. 45. Les petites; 19 h. 45. Les inconnus de 19 h. 45; 20 h. Journal.

### CHAÎNE VII : A 2

19 h. 35. C'est la vie; 19 h. 45. Les petites; 19 h. 45. Les inconnus de 19 h. 45; 20 h. Journal.

### CHAÎNE VIII : A 2

19 h. 35. C'est la vie; 19 h. 45. Les petites; 19 h. 45. Les inconnus de 19 h. 45; 20 h. Journal.

## loterie nationale

## Liste Officielle

### TRANCHE DES OISEAUX

TIRAGE DU 23 MAI 1979

Termi	Finale	Sommes à payer	Termi	Finale	Sommes à payer
naissances	numéros	(cumulés compris pour un billet entier)	naissances	numéros	(cumulés compris pour un billet entier)
1	01 3 521	F. 150 10 000	5	257 125	F. 500 000
2	2 6 872 20 492 250 592	70 6 070 100 070 3 000 070	6	7 096 4 085 8 586 66 926	1 000 5 000 5 000 50 000
3	163 633 8 893 6 003 9 293	500 500 1 000 5 000 10 000	7	3 707 4 677 5 547 7 247	1 000 1 000 1 000 5 000
4	04 94 8 734	150 150 1 000	8	8 88 0 848	70 220 1 070
5	815 1 065 1 645	500 1 000 1 000	9	509 1 089	500 1 000
			0	100 250 8 270	500 500 5 000

PROCHAIN TIRAGE : TRANCHE DE LA FETE DES MERES  
TIRAGE DU 30 MAI 1979 à TRELAZE (Maine-et-Loire)

## LOTO

5 11 34 36 42 48  
tirage n° 21 numéro complémentaire 10  
PROCHAIN TIRAGE LE 30 MAI 1979 VALIDATION JUSQU'AU 29 MAI APRES-MIDI

## MÉTÉOROLOGIE MOTS CROISÉS

Solution probable du temps en France entre le jeudi 24 mai à 6 heures et le vendredi 25 mai à 6 heures.

### PROBLEME N° 232

Le temps sera nuageux à modérément nuageux, avec quelques éclaircies, surtout dans la matinée. Au nord de la France, le temps sera nuageux à modérément nuageux, avec quelques éclaircies, surtout dans la matinée. Au sud de la France, le temps sera nuageux à modérément nuageux, avec quelques éclaircies, surtout dans la matinée.

### HORIZONTALEMENT

I. Est toute rouge quand elle se fait sauter par le chef. II. Des artistes qui sont toujours sur les dents. III. Certain se fit dire deux fois. Est noir quand il vient des champs. IV. Nait en Bohême; Est souvent gros pour les fêtes. V. N'évoque que des images. VI. Pour faire l'appel. Avoir une frappe. VII. Le premier, c'est la seconde. VIII. Trompasse le second. IX. Extrême une racine. X. Abréviation indiquant qu'il n'y a rien pas de quartier. Bon pour des ruminants. XI. Qui ne marchent donc plus.

### VERTICALEMENT

I. A une tête de plus que le Français moyen. II. Qui ont donc bien échangé. Devient très coulant. III. Remplacement pour un œil, et parfois pour un pied; Lettres qui restent souvent dans l'effluve. IV. Destinataire d'une lettre. V. Assommoir comme le ciel. VI. Part de l'an éternel; Qui a donc été planifié. VII. La moitié d'un riel. Prix du trans.

### Solution du problème n° 231

#### Horizontalement

I. Pousière. II. Rittel. Ce. III. Es. CD. Lait. IV. Serru. V. Tu. VI. Serru. VII. Serru. VIII. Serru. IX. Serru. X. Serru. XI. Serru. XII. Serru.

#### Verticalement

I. Préméditation. II. Quatre. Net. III. Ut. IV. Evident. V. Serru. VI. Serru. VII. Serru. VIII. Serru. IX. Serru. X. Serru. XI. Serru. XII. Serru.

### GUY BROUTY.

### Le Monde

#### Servir des Abonnements

5 rue des Ternes  
75017 PARIS - FRANCE  
C.C.P. Paris 1287-23  
ABONNEMENTS  
1 mois 5 francs 3 mois 12 francs  
6 mois 25 francs 1 an 45 francs  
FRANCE - B.O.M. - T.O.M.  
128 F 235 F 343 F 454 F  
TOUTS PAYS ETRANGERS  
PAR VIRE INTERNAT  
228 F 435 F 643 F 854 F  
ETRANGER  
(voir mensuel)  
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
128 F 235 F 343 F 454 F  
II. - SUISSE - LUXEMBOURG  
228 F 435 F 643 F 854 F  
Par voie aérienne  
Le abonné qui paiera par  
chèque postal devra joindre  
une somme égale à celle à  
payer.

### CHANGEMENTS D'ADRESSE

Les abonnés qui paient par  
chèque postal devront joindre  
une somme égale à celle à  
payer.

### CHANGEMENTS D'ADRESSE

Les abonnés qui paient par  
chèque postal devront joindre  
une somme égale à celle à  
payer.

## VENDREDI 25 mai, à 20 heures

### COURSES A VINCENNES

Pari journalé dans toutes les courses

Pari triple à chaque réunion

Retenez votre table au «Privé» 999.67.11

Prochaines soirées : 28 mai, 1<sup>er</sup> et 7 juin

### Le Monde

#### Servir des Abonnements

5 rue des Ternes  
75017 PARIS - FRANCE  
C.C.P. Paris 1287-23  
ABONNEMENTS  
1 mois 5 francs 3 mois 12 francs  
6 mois 25 francs 1 an 45 francs  
FRANCE - B.O.M. - T.O.M.  
128 F 235 F 343 F 454 F  
TOUTS PAYS ETRANGERS  
PAR VIRE INTERNAT  
228 F 435 F 643 F 854 F  
ETRANGER  
(voir mensuel)  
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
128 F 235 F 343 F 454 F  
II. - SUISSE - LUXEMBOURG  
228 F 435 F 643 F 854 F  
Par voie aérienne  
Le abonné qui paiera par  
chèque postal devra joindre  
une somme égale à celle à  
payer.

**Le renouvellement de la convention de Lomé entre les Neuf et les cinquante-six pays associés fait l'objet d'une dernière mise au point**

صحة من الامم





# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. **IBEX** : Le conseil des ministres de l'Industrie, de l'Énergie, du Commerce et de l'Équipement, présidé par M. Peyrelevade, a décidé de créer un organisme chargé de l'élaboration d'un plan quinquennal pour l'industrie française.
3. **LIBAN** : Les bombardements aériens israéliens ont tué 10 personnes et en ont blessé 20 autres.
4. **AFRIQUE** : Le régime de Moussa Traoré a déclaré l'état d'urgence.
5. **AMÉRIQUES** : Le Sénat américain a rejeté la proposition de loi relative à la réduction de la durée du mandat présidentiel.
6. **EUROPE** : Le Conseil des ministres de l'Union européenne a adopté la directive relative à la responsabilité civile.
7. **EUROPE** : Le Conseil des ministres de l'Union européenne a adopté la directive relative à la responsabilité civile.
8. **EUROPE** : Le Conseil des ministres de l'Union européenne a adopté la directive relative à la responsabilité civile.
9. **EUROPE** : Le Conseil des ministres de l'Union européenne a adopté la directive relative à la responsabilité civile.
10. **EUROPE** : Le Conseil des ministres de l'Union européenne a adopté la directive relative à la responsabilité civile.
11. **EUROPE** : Le Conseil des ministres de l'Union européenne a adopté la directive relative à la responsabilité civile.
12. **EUROPE** : Le Conseil des ministres de l'Union européenne a adopté la directive relative à la responsabilité civile.
13. **EUROPE** : Le Conseil des ministres de l'Union européenne a adopté la directive relative à la responsabilité civile.
14. **EUROPE** : Le Conseil des ministres de l'Union européenne a adopté la directive relative à la responsabilité civile.
15. **EUROPE** : Le Conseil des ministres de l'Union européenne a adopté la directive relative à la responsabilité civile.
16. **EUROPE** : Le Conseil des ministres de l'Union européenne a adopté la directive relative à la responsabilité civile.
17. **EUROPE** : Le Conseil des ministres de l'Union européenne a adopté la directive relative à la responsabilité civile.
18. **EUROPE** : Le Conseil des ministres de l'Union européenne a adopté la directive relative à la responsabilité civile.
19. **EUROPE** : Le Conseil des ministres de l'Union européenne a adopté la directive relative à la responsabilité civile.
20. **EUROPE** : Le Conseil des ministres de l'Union européenne a adopté la directive relative à la responsabilité civile.

## Le conseil des ministres de vendredi sera consacré aux économies d'énergie

Le conseil des ministres de vendredi sera consacré aux économies d'énergie. Le ministre de l'Énergie, M. Peyrelevade, a annoncé que le gouvernement va prendre des mesures pour réduire la consommation d'énergie.

## Autopersuasion

Que les constructeurs français étendent la voiture économique de l'avenir, rien de bien surprenant. Il n'y a pas un bureau d'études qui n'ait dans son cartable quelque projet prêt à répondre à telle ou telle exigence de la conjonction économique, la concurrence, la mode, peuvent mettre l'ordre du jour. Comme il faut de quatre à cinq ans pour qu'une idée passe de la première étude à l'état de réalisation, on imagine aisément que Peugeot, Citroën, Renault ou Chrysler France se sont, au moins depuis 1973, penchés sur ce qui apparaît aujourd'hui, aux yeux des gouvernements, comme la priorité absolue : la réduction de la consommation d'énergie.

## ANCIEN MINISTRE DU BUDGET DE M. CARTER

### M. Bert Lance est inculpé de gestion délictueuse

Il était encore reçu discrètement à la Maison Blanche, et sa démission forcée, en septembre 1977, du poste très important qu'il occupait auprès de son ami Jimmy Carter, ne l'empêcha pas de conserver assez d'influence à Washington pour essayer récemment de « solder » deux hommes d'affaires américains accusés d'avoir versé un pot-de-vin de 150 000 dollars pour obtenir une concession pétrolière au Qatar.

## Des magnétiseurs de clocher

Orléans, qu'on n'aurait pas pu croire le dossier ? La bagatelle de vingt-deux chefs d'accusation, qui ne sont que des résumés de ce que M. Bert Lance ne se sentait pas tenu par la réglementation très stricte imposée par Washington aux banques « garanties » par le gouvernement. Il y avait, d'un côté, les clients ordinaires et de l'autre les amis et connaissances. Pour ces derniers, tous les passe-droits étaient de mise.

## LE MONDE DES LIVRES

1. **LE PEUPLIER** de Bernard Péroche-Dupont, éd. Grasset, par la revue « Critique ».
2. **INSTANTS ROMANTISQUES** : Emmanuel Robicet et les romans qu'il a écrits pendant sa jeunesse.
3. **SOCIÉTÉ** : Comment Thérèse Zeldin voit les Français.
4. **SOCIÉTÉ** : Les suites judiciaires de l'agitation sociale.
5. **EDUCATION** : Des parents occupent une école maternelle à Doune (É.-O.).
6. **MÉDECINE** : Après plus de deux ans de déception de l'église, l'Assemblée de la Conférence de la Santé a décidé de démissionner.
7. **RELIGION** : M. J.-A. Grégoire, dans un ouvrage intitulé « L'Automobile de la peur ».
8. **CULTURE** : Le XXII<sup>e</sup> festival de Cannes.
9. **SPORTS** : La transmission en double : elle se joue en deux.
10. **ÉCONOMIE** : Conjoncture : l'Etat.

## L'infection à la maternité Bandeloque

### Inquiétude et procès de la sur-occupation

Le décès d'un nouveau-né et les troubles subis par une trentaine d'autres à la suite d'une infection par une forme grave d'entérococcus algues à la maternité Bandeloque ont provoqué un mal important.

Des femmes enceintes dans les différentes maternités de la région parisienne ont subi des complications.

La maternité envisagée n'est pas la seule à être touchée, car le chaos de contamination ne peut être évité que si le service en cause fonctionne. La fermeture pour désinfection totale de la maternité Port-Royal, il y a cinq ans, dans des circonstances comparables, n'avait pas permis de supprimer l'infection.

## NOUVELLES BRÈVES

Des attentats doublement revendiqués. — Après que, dans un appel téléphonique à l'agence de presse France-Presse, mercredi 23 mai, un inconnu ait revendiqué les attentats commis le matin au soir dans la capitale (le Monde du 24 mai), un autre groupe déclarant s'appeler « les Apaches libération totale » de tous les occupants du 23 mars, s'est attribué la paternité des mêmes destructions.

## LA POLICE CHILIENNE SUSPEND LE SPECTACLE DE LA TROUPE ALPHI

Les représentations d'une pièce par la troupe de théâtre chilienne « La Troupe Alphi », suspendues par la police, et les conditions sont devenues de plus en plus difficiles.

## M. JEAN JENGER, DIRECTEUR DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU MUSÉE

### DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

Par arrêté du ministre de la culture et de la communication, M. Jean Jenger, administrateur général du musée de la Ville de Paris, a été nommé directeur de l'établissement public du musée de la Ville de Paris.

## LES PRIX D'ARCHITECTURE DE L'ACADÉMIE DES BEAUX-ARTS

L'Académie des beaux-arts a décerné, mercredi 23 mai, son grand prix d'architecture à Louis Balzard.

## LA COMMISSION DE LA DÉFENSE DE L'ASSEMBLÉE

### REJETTE LE PROJET D'UNE PARTICIPATION DE L'ÉTAT À LA SOCIÉTÉ DASSAULT

La commission de la défense de l'Assemblée nationale a rejeté, mercredi 23 mai, une proposition du rapporteur M. Raymond Toral.

## Dans le monde restreint des maisons de qualité

### NICOLL

vous offre  
Pour homme  
Costume Prêt-à-Porter depuis 950 F.  
Costume Mesure Industrielle depuis 1.200 F.  
Veston Sport Fantaisie depuis 650 F.  
Pantalon Flanelle depuis 290 F.

## Pour dame

Ensemble printemps  
Blazers, jupes, imperméables

## NIGOLL

La tradition anglaise du vêtement  
à Paris 29 rue Trocadero, depuis 1820.

## LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (18)  
Anjouan (19) : Centre (21)  
Journal officiel (22) : Météo (23)  
Télégramme (24) : Météo (25)

● M. Georges Signy, secrétaire général de la C.G.T., dans une lettre adressée mercredi 23 mai à M. Barre, estime que la « presse massée » des forces de police a l'objectif de faire croire à la responsabilité d'une agression de la délinquance, et qu'il est urgent de la réprimer.

Le numéro du « Monde » daté 24 mai 1979 est tiré à 537 604 exemplaires.

A B C D E F G